



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2884
10 novembre 2023
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Les Palestiniens sacrifiés à la politique de l'impérialisme

REUTERS

Après le bombardement du camp de réfugiés de Jabaliya.

**Loi immigration
Darmanin court
après la droite**

Page 3

**Logement
Toujours plus
de sans-abri**

Page 4

**Bangladesh
Les travailleurs
en lutte**

Page 16

Leur société

- Loi immigration: Darmanin à la remorque des plus réactionnaires 3
- Réforme de l'AME: un projet scandaleux 3
- Sans-abri: les pseudo mesures 4
- Saint-Denis: la maternité Delafontaine débordée 4
- Ehpad: à l'image de la société 4
- La trêve hivernale: répit fragile 4
- "Bombes carbone": le front climatique continue à se dégrader 5
- Référendum: Macron pêche en eaux troubles 5
- Rachats d'actions: gaspillage dans les grandes largeurs 5
- Mitra Hejazipour, immigrée et championne 5
- Transport maritime: un concentré de capitalisme 11
- Catastrophes: les assurés paieront 11

Guerre au Moyen-Orient

- La "sécurité" à Gaza selon Netanyahu 6
- Les "solutions" des dirigeants des États-Unis 6
- En Cisjordanie, la violence de l'État et des colons 7
- Des travailleurs traités comme des criminels 7
- Faux-semblants humanitaires et intérêts capitalistes 7
- "L'Amérique face à l'holocauste": la politique des États-Unis face aux persécutions nazies 8
- La prudence du Hezbollah 8
- Les répercussions en Asie centrale 9
- Antisémitisme: des politiciens qui feraient mieux de se taire 9

Dans le monde

- Kenya: les atrocités contre un peuple colonisé 10
- Inde: Modi et l'épouvantail chinois 10
- Bangladesh: travailleurs en lutte pour de meilleurs salaires 16
- Personnes déplacées: la planète sans visa 16
- Asie centrale: Macron au service des grands groupes français 16

Dans les entreprises

- ArianeGroup - Gironde 12
- Faillites en hausse: les grosses sociétés profitent 12
- Collège Sisley L'Île-Saint-Denis 12
- GSK 13
- GHE - Lyon-Bron 13
- STMicroelectronics 13
- Charles Piaget: un militant ouvrier 13
- Enedis 14
- Autoliv - Vienne 14
- La Poste - centre de Thourrotte 14
- Air France - Roissy 15

Agenda

- Fêtes régionales de Lutte ouvrière 3

Les Palestiniens sacrifiés sur l'autel de l'impérialisme

Jusqu'où le gouvernement israélien ira-t-il dans le massacre de masse ? À Gaza, le déluge de feu a fait près de 10 000 morts. Des dizaines de milliers de blessés sont privés de soins et toute la population est menacée par le manque d'abris, d'eau, de nourriture et de médicaments.

Pendant que l'armée israélienne transforme Gaza en cimetière, les colons de Cisjordanie s'occupent d'expulser les Bédouins, terrorisent et tuent des paysans palestiniens, sous l'œil complice des soldats israéliens.

En Israël, les deux millions de citoyens arabes sont sommés de raser les murs et de se taire. Symbole de cette punition collective, il y a aussi le sort fait aux ouvriers gazaouis qui travaillaient en Israël le 7 octobre. 4 000 d'entre eux ont été emprisonnés vingt-cinq jours, interrogés comme des criminels, torturés pour certains.

Cette vengeance sur les Palestiniens, peuple opprimé, colonisé et réprimé depuis des décennies, provoque partout dans le monde de plus en plus d'opposition et de révolte. C'est l'expression d'une colère contre la politique de Netanyahu mais aussi contre les grandes puissances impérialistes qui continuent de soutenir inconditionnellement Israël.

Oh, de plus en plus de dirigeants demandent une « pause » ou une « trêve humanitaire » ! Dans ce concert d'hypocrisie, la palme revient à Macron, qui veut organiser une conférence humanitaire car, dit-il, « la lutte contre le terrorisme ne justifie pas de sacrifier des civils. »

C'est du cinéma de mauvais goût, car Macron ne compte pour rien dans cette affaire et, surtout, parce que le seul moyen de stopper ce carnage serait d'exiger un cessez-le-feu.

En la matière, les maîtres du jeu sont les États-Unis. Ils contribuent au financement de l'État israélien à hauteur de 4 milliards de dollars par an, et ils veulent accorder une rallonge de 14 milliards. Ils livrent une grande partie des armes à Israël. Ils ont envoyé deux porte-avions sur place, mettent à disposition leurs moyens satellitaires et ont dépêché des conseillers militaires spéciaux.

Alors, oui, s'ils le voulaient, les États-Unis pourraient stopper Netanyahu et l'armée israélienne. Mais, même s'ils craignent que cette répression aveugle finisse par mettre le feu à toute la région, ils restent sur leur ligne de soutien à Israël dans tous ses crimes, car ils ne veulent pas lâcher leur plus fidèle allié dans la région.

Pour les grandes puissances, le Moyen-Orient, d'où provient 40 % du pétrole consommé dans le monde, est une région cruciale. Le canal de Suez est un axe clé du commerce global. Alors que la guerre économique fait rage avec la Chine et que le camp occidental affronte la Russie par l'Ukraine interposée, il n'est pas question pour les États-Unis de revoir leur stratégie au Moyen-Orient.

Les Palestiniens sont ainsi sacrifiés sur l'autel de l'impérialisme. Et cela dure depuis soixante-quinze ans. Alors oui, leur sort est un symbole de la domination impérialiste sur le monde. Un symbole de l'arrogance des grandes puissances qui disposent du globe comme de leur propriété privée et qui traitent les peuples comme des masses de manœuvre ou quantité négligeable.

Les morts de Gaza font écho à ceux du Yémen, du Congo, de l'Afghanistan, du Soudan, du Mali... Les réfugiés palestiniens renvoient aux millions de femmes et d'hommes chassés de chez eux par les guerres et par la misère, et qui se retrouvent, eux aussi, réfugiés à vie.

Alors, l'émotion et la solidarité qui s'expriment vis-à-vis des Palestiniens dans tant de pays, et ici même, doivent se transformer en conscience que tous les exploités du monde sont liés dans un sort et un combat commun : celui d'en finir avec l'ordre impérialiste.

On ne peut qu'être solidaire avec le combat des Palestiniens pour imposer leur droit à une existence nationale à côté des Israéliens. Mais même les peuples qui l'ont conquise de haute

lutte restent dépendants économiquement des pays riches. Et combien de leurs héros nationalistes sont devenus d'infâmes dictateurs ? Il n'y a pas à en être surpris, car se faire une petite place nationale dans l'ordre impérialiste, c'est rester dans le même piège de domination et de dépendance.

Pour que les opprimés du monde s'émancipent complètement, il est nécessaire de renverser l'impérialisme.

Nous qui vivons dans une de ses citadelles, nous avons un rôle à jouer dans ce combat : construire un parti visant le renversement du capitalisme et l'édification d'une société socialiste dirigée par les travailleurs à l'échelle internationale. Un parti qui opposera à la politique de division de la bourgeoisie, le mot d'ordre d'unité de tous les opprimés et travailleurs de la planète.

Nathalie Arthaud



Après un bombardement à Khan Younes, dans le sud de la bande de Gaza.

MOHAMMED ZAAROUN/ACTIVE STILL COLLECTIVE

Loi immigration : Darmanin à la remorque des plus réactionnaires

Le projet de loi immigration du gouvernement était examiné par les sénateurs à partir du lundi 6 novembre. Les premières mesures adoptées par le Sénat, à majorité de droite, en durcissent les aspects répressifs.

Annoncée il y a un an, cette loi immigration a été remodelée, un temps abandonnée, puis opportunément remise sur la table en février dernier, alors que

le gouvernement était massivement bousculé par les manifestations contre la réforme des retraites. Espérant regrouper une majorité derrière son texte, Darmanin

prétendait en avoir équilibré les aspects répressifs et ceux prétendument favorables à une plus grande intégration. Ces derniers se résument en réalité à un article 3 qui envisage la possibilité, très encadrée, de régulariser, pour un temps limité, certains travailleurs dans les métiers dits « en tension ». Darmanin a ainsi offert à la droite une opportunité de surenchère xénophobe.

Le Sénat a ainsi voté l'instauration de quotas que le Parlement serait chargé de déterminer tous les trois ans, suivant les différentes catégories d'immigration, à l'exception du droit d'asile, qui est de toute façon toujours plus difficile à obtenir. Il est également allé au-delà du durcissement des conditions du regroupement familial du projet de Darmanin. En plus d'exiger un certain niveau de maîtrise du français, les sénateurs ont reculé l'âge auquel une personne

immigrée pourrait demander la venue de son conjoint et fait passer la durée de présence sur le territoire à deux ans minimum, avant de pouvoir présenter une demande de regroupement.

Darmanin s'est affiché conciliant, a expliqué que les quotas n'étaient « ni la panacée, ni un drame absolu » et que tout pouvait être discuté. Autant dire que la droite se sentait pousser des ailes pour exiger la suppression de l'article 3 jugé trop « encourageant ». Elle l'a d'ailleurs obtenu à la dernière minute.

Au-delà des calculs plus ou moins infâmes de politiciens cherchant à plaire à leur électorat, les nombreuses lois sur l'immigration servent au patronat, pour exploiter plus et diviser davantage. C'est ce que dénonçaient les manifestants réunis devant le Sénat lundi 6 novembre. Comme l'affirmait un travailleur en lutte pour la régularisation : « Nous avons tenu le pays

pendant la pandémie. Les travailleurs sans papiers étaient dans les entrepôts, dans la restauration, ils s'occupaient des personnes âgées, alors le minimum, c'est d'être régularisés. » Le même travailleur a pris l'exemple de la lutte des sans-papiers de Chronopost pour illustrer l'hypocrisie du gouvernement qui fait partie des exploiters de travailleurs sans papiers au travers d'entreprises comme cette filiale du groupe public La Poste.

En s'attaquant à une partie des travailleurs qui vivent et travaillent ici, la loi immigration de Darmanin et les surenchères à droite qu'elle provoque visent tous les travailleurs. Ils ont intérêt à s'y opposer, non seulement au nom de l'humanité élémentaire, mais parce que les immigrés, avec ou sans papiers, sont une partie de leurs propres forces face au patronat et au gouvernement à son service.

Nadia Cantale

INFOMIGRANTS



Le 4 mars, à Paris.

Réforme de l'AME : un projet scandaleux

Les discussions sur le projet de loi immigration, arrivé au Sénat le 6 novembre, ont rouvert le débat sur l'aide médicale d'État (AME), dispositif permettant aux étrangers en situation irrégulière de bénéficier d'un accès aux soins, et donc de protéger la santé de l'ensemble de la population.

Le parti LR, en position de force au Sénat, a profité de la discussion sur ce projet de loi pour ajouter un article qui transforme l'AME en une aide médicale d'urgence (AMU) et est une façon de restreindre cet accès. Sans surprise, Gérard Darmanin est donc favorable à l'AMU. Non content de conduire des politiques migratoires qui font de la Méditerranée une grande fosse commune, qui détruisent les corps et les esprits des survivants, ces gens-là les poursuivent à leur arrivée en France de leur démagogie raciste.

Depuis 2000, date de la création du dispositif AME, l'extrême droite et la droite sont pour le restreindre voire le supprimer. Elles sont même prêtes en réalité à faire courir des risques sanitaires à l'ensemble de la population au nom de

leur démagogie haineuse. Leurs propos délirants sur les migrants « appâtés par l'aide médicale d'État », et l'existence d'un « tourisme médical » ne sont qu'un ramassis de mensonges. En novembre 2019, seul un sans-papiers éligible sur deux bénéficiait de l'AME. À Calais, à Marseille, à Paris, ces personnes vivent à la rue ou dans des campements. Beaucoup ne parlent pas français et ne savent pas qu'ils pourraient être éligibles à l'aide médicale d'État. De plus, les conditions pour y accéder sont de plus en plus rudes, il faut désormais avoir passé au moins six mois en France avant de pouvoir lancer une demande d'AME.

Cette démagogie va jusqu'à proposer une mesure dangereuse en matière de santé publique. Pendant deux ans de crise Covid,

les politiciens de tout bord n'ont cessé d'alerter contre les risques de contagion, et là certains veulent soudain supprimer ce dispositif qui, en soignant les malades, limite le danger. C'est ce que dénoncent 3000 soignants signataires d'une tribune pour le maintien de l'AME : « Au-delà de sa raison d'être humaniste, l'AME est aussi un outil essentiel à la santé des individus et à la santé publique. Leur santé, c'est aussi la nôtre. Les restrictions politiques ne feront qu'éprouver les corps, contribuer à la dégradation de la santé publique, compliquer la tâche des soignants et fragiliser un système de santé déjà exsangue. »

Si besoin est, l'exemple de l'Espagne permet de s'en convaincre. En 2012, la restriction de l'accès aux soins des étrangers en situation irrégulière y a été votée. En conséquence, les maladies infectieuses ont augmenté, ainsi que la surmortalité, avant que cette réforme soit finalement abrogée en 2018.

Joséphine Sina

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Compiègne

Samedi 11 novembre à partir de 16 heures

Salles des fêtes de Margny-lès-Compiègne

Débat avec Jean-Pierre Mercier à 18 h 30

Bordeaux

Dimanche 12 novembre de 11 heures à 19 heures

Château du Diable, salle Victor Hugo à Cenon

Débat avec Nathalie Arthaud à 14 h 30

Cercle Léon Trotsky

Moyen-Orient : Israéliens et Palestiniens dans le piège sanglant créé par l'impérialisme

Samedi 25 novembre à 15 heures

Grande salle de la Mutualité
24 rue Saint-Victor, Paris 5^e
Métro Maubert-Mutualité

(Participation aux frais : 3 euros)

Sans-abri : les pseudo-mesures du gouvernement

Le ministre du Logement vient d'annoncer 500 recrutements supplémentaires au Samu social, cet ensemble d'associations chargées de l'hébergement d'urgence. Le ministre prétend ainsi « désengorger » le 115, le numéro d'urgence pour les personnes sans abri, et augmenter le nombre de maraudes.

Il est bien sûr ahurissant que, faute de lignes et de personnel, le 115 soit injoignable parfois des journées entières. Mais les mesures prises ne seront qu'une goutte d'eau dans un océan de détresse. Le véritable scandale est que, dans un des pays les plus riches de la planète, le nombre de sans-abri soit en train d'exploser, y compris concernant des enfants. Ainsi, dans la nuit de 2 octobre, 2 282 enfants

se sont retrouvés sans solution d'hébergement, et ceci après que le 115 eut été contacté. D'après les associations, la précarité extrême recensée a augmenté en un an de 20%. Et il ne s'agit là que du « sommet de l'iceberg » puisque la majorité des sans-abri ne cherchent même pas à contacter le 115.

De nombreux mineurs sont réduits à vivre dans les squats, livrés à eux-mêmes ou à la violence de la rue.

Des femmes seules ou avec enfant peuvent être prioritaires dans l'attribution d'un hébergement, mais bien souvent pour une seule nuit dans un meublé de tourisme ou dans un foyer d'accueil. Et en permanence des dizaines de milliers de personnes, jeunes ou vieux, passent la nuit dehors.

Cette situation provient tout d'abord de la pénurie de logements à prix abordables. Ensuite, l'inflation se traduit par une hausse des loyers et des charges les rendant inaccessibles à un nombre croissant de travailleurs, même quand ils ont un emploi. Enfin, les refus d'accorder le droit d'asile ou

de séjour multiplient encore par dix les obstacles pour les sans-papiers voulant disposer d'un toit.

En 1912, Rosa Luxemburg écrivait dans un article consacré à l'asile de nuit de Berlin : « Chaque jour des sans-abri s'écroulent, terrassés par la faim et le froid. Personne ne s'en émeut,

seul les mentionne le rapport de police. [...] L'asile de nuit pour sans-abri et les contrôles de police sont les piliers de la société actuelle au même titre que le Palais du Chancelier du Reich et la Deutsche Bank. » Un siècle plus tard, en France, c'est la même situation.

Christian Bernac



Logement : la trêve hivernale, un répit fragile

Mercredi 1^{er} novembre commençait la trêve hivernale, durant laquelle un locataire ne peut pas être expulsé. Elle fut mise en place deux ans après l'appel au secours de l'abbé Pierre en 1954 et protège pour un temps les familles qui ne peuvent plus payer leur loyer.

En 2022, 17 500 ménages ont été expulsés et ce chiffre record, en hausse de 130% en vingt ans, ne tient pas compte de tous ceux qui sont partis avant l'intervention de la police. Selon la Fondation Abbé-Pierre « deux à trois fois plus de ménages partent avant que la police n'arrive ». La hausse des charges et des loyers, alors que les salaires et les minima sociaux sont bloqués, explique cette situation.

Le ministre du Logement, Patrice Vergriete, a pourtant eu le culot d'affirmer à l'Assemblée nationale mardi 31 octobre qu'« aucun gouvernement n'a fait autant pour l'hébergement d'urgence ». Or, si le gouvernement a effectivement maintenu le dispositif d'hébergement d'urgence à hauteur de 40 000 places depuis le Covid, ce dispositif est ridiculement insuffisant puisqu'on compterait

plus de 300 000 personnes sans domicile. De surcroît, il a fait voter en juillet une loi raccourcissant les délais dans les procédures contentieuses contre les locataires en défaut de paiement et aggravant les poursuites contre les squatteurs, contre tous ceux qui occupent des immeubles laissés à l'abandon. Ces derniers peuvent d'ailleurs être expulsés pendant la trêve hivernale.

Toute la politique du gouvernement, qui protège le grand patronat, concourt à l'aggravation de la crise du logement. La hausse du coût de l'énergie à elle seule va contribuer à augmenter les charges et donc les impayés. Cette trêve protège encore pour un hiver des familles en passe d'être expulsées ; mais si on veut résoudre la crise du logement, c'est bien la société qu'il faut changer.

Aline Urbain

Saint-Denis : la maternité Delafontaine débordée

À Saint-Denis, en banlieue parisienne, la maternité de l'hôpital Delafontaine ne peut plus accueillir les futures mères faute de place. Les lits sont en effet occupés, parfois durant de longues périodes, par des jeunes femmes sans domicile qui viennent d'accoucher et que les soignants, fort heureusement, se refusent à mettre à la rue

avec leurs nouveau-nés.

Les sages-femmes sont révoltées par la situation dans laquelle l'État les place : faute de solutions d'hébergement pour ces femmes et leurs bébés, elles ne peuvent accueillir d'autres patientes, notamment celles présentant des grossesses à haut risque.

Dans leur courrier, adressé à plusieurs personnalités politiques et

aux autorités, elles exigent de l'État qu'il ouvre « immédiatement des places d'hébergement d'urgence pour les couples mère-enfant et les femmes enceintes aujourd'hui hospitalisées chez nous, car sans domicile fixe. Qu'y a-t-il de plus vulnérable qu'une femme enceinte ou un nourrisson venant de naître ? »

A. U.

Ehpad : à l'image de la société

Dans un Ehpad en Ile-et-Vilaine, les suites du repas servi lundi 30 octobre ont été catastrophiques : trois résidents sont morts d'une intoxication alimentaire collective qui a touché 41 résidents parmi les 69 que compte l'établissement.

Ce drame est à l'image de la situation indigne que subissent les pensionnaires de bon nombre de ces établissements dans lesquels une partie de plus en plus importante des personnes âgées doivent finir leur vie.

Pour les familles et l'entourage, c'est souvent la seule solution, celle qui s'impose faute de place et de temps et face à la nécessité de soins médicaux à prodiguer aux vieux parents. C'est également le plus souvent un sacrifice financier, étant donné les tarifs de ces

établissements.

Pour les investisseurs, les capitalistes et les financiers de « l'or gris », c'est un marché, celui offert par l'allongement de l'espérance de vie et dont ils entendent tirer, comme de n'importe quel autre marché, le maximum de profits. En témoignent les reportages et autres ouvrages publiés sur ce thème. En témoignent aussi les conditions de travail des salariés de ces établissements.

L'Ehpad où le drame est survenu faisait l'objet depuis quelque temps

d'inspections, de rapports faisant état d'un risque de maltraitance élevé et où les travailleurs dénonçaient leur souffrance au travail et leur épuisement. Mais ce drame n'est que le dernier en date des nombreux cas dénoncés où la pénibilité des conditions de travail, le manque de personnel conduisent à des conditions de vie indignes pour les personnes âgées qui y résident.

C'est un véritable miroir de la société, totalement incapable de faire profiter ses membres des progrès permettant l'allongement de la durée de l'existence, la transformant en souffrance pour les anciens et pour ceux auxquels ils sont confiés.

Sophie Gargan

“Bombes carbone” : le front climatique continue à se dégrader

D'après une enquête publiée dans *Le Monde*, les trusts des énergies fossiles dont les dirigeants savent faire de beaux discours contre le réchauffement climatique font en réalité exactement l'inverse.

L'enquête s'intéresse aux « bombes carbone » : ce sont des sites dont les réserves disponibles sont susceptibles d'émettre au moins un milliard de tonnes de CO₂. Il y en a actuellement 294, qui concentrent 45 % de la production mondiale de pétrole et de gaz et 25 % de celle de charbon. Elles dépasseraient à elles seules les limites d'émissions de CO₂ fixées par les accords de Paris sur le climat de 2015, afin de contenir la hausse des températures mondiales en dessous de 1,5°C. Et cela va encore s'aggraver car 128 nouvelles bombes carbone devraient entrer en fonctionnement dans les années à venir.

Avec 23 de ces bombes situées aux quatre coins de la planète, TotalEnergies est le deuxième groupe mondial le plus pollueur. Il a lui aussi prévu de nouvelles installations, comme son grand projet d'extraction d'hydrocarbures en Ouganda, qui comprendrait le plus long oléoduc chauffé au monde...

Pour que ces nouveaux sites voient le jour, ces trusts ont bénéficié de la complicité des banques, qui leur ont prêté 51 milliards d'euros en 2022. Avec 17 milliards, les banques françaises se situent au 3^e rang mondial, juste derrière les établissements américains et chinois.

Ces grands groupes capitalistes justifient ces nouvelles installations afin, disent-ils, d'éviter les pénuries et la hausse des prix du pétrole... sauf que ces mêmes trusts se sont entendus pour faire monter les prix des carburants et que ce sont les banques qui spéculent à la hausse sur le pétrole ! Quand il s'agit de justifier leurs profits, les capitalistes osent vraiment tout...

La planète peut donc continuer à se réchauffer à cause de leurs émissions de CO₂ et le monde s'effondrer, ces trusts continueraient à extraire du pétrole si cela leur rapporte de l'argent, et ce ne sont pas



Yamal en Sibérie occidentale, site de production de gaz naturel liquéfié exploité par TotalEnergies et Novatek.

les États qui les contraindront à quoi que ce soit. Au contraire, ils continuent à les abreuver d'argent public. D'après Mediapart, les États des vingt plus grandes puissances mondiales ont consacré en 2022 plus de 1 300 milliards d'euros à soutenir l'industrie des énergies fossiles.

Même le directeur

général senior de la Banque mondiale Van Trotsenburg l'a reconnu : « Si nous pouvions réutiliser les milliers de milliards de dollars dépensés en subventions inutiles et nous en servir à des fins meilleures et plus vertes, nous pourrions relever bon nombre des défis les plus urgents de la planète. »

C'est reconnaître que les moyens financiers et techniques de résoudre le problème du réchauffement climatique existent... Mais il faut renverser le pouvoir de ces capitalistes sur la planète qui aboutit à sa destruction et à celle de l'humanité.

Arnaud Louvet

Référendum : Macron pêche en eaux troubles

Et de trois ! Après celles du 30 août et du 12 octobre, Emmanuel Macron propose aux dirigeants politiques une nouvelle rencontre à huis-clos à la Maison de la Légion d'Honneur, à Saint-Denis.

Il y serait cette fois question de discuter entre gens de bonne compagnie de l'élargissement du champ du référendum.

La volonté affirmée de « renforcer la souveraineté populaire » a de quoi faire rire venant d'un président qui gouverne à coups de 49-3. Les sujets qu'il évoque pour ces référendums mettent cependant d'eux-mêmes les pendules à l'heure. Il s'agirait d'en étendre le champ à des questions de société,

comme la fin de vie ou l'immigration, ce qui est pour l'instant interdit par la Constitution.

Au moment où arrive au Sénat l'examen d'une loi répressive sur l'immigration, l'initiative de Macron ressemble surtout à un appel aux partis défendant une politique toujours plus anti-immigrés, le Rassemblement national et Les Républicains. Lors de la précédente rencontre, Jordan Bardella, le président du

RN, avait proposé de tenir un tel référendum le jour des élections européennes. Il pourrait donc être exaucé, au moins en partie. En tout cas, la discussion annoncée par Macron à ce sujet contribuera encore à stigmatiser les immigrés et à les accuser de tous les maux.

Les référendums, en fait de donner la parole au peuple, ont toujours été l'occasion de lui faire entériner des décisions déjà prises par les gouvernants. La manœuvre de Macron est bien dans cette ligne.

Daniel Mescla

Mitra Hejazipour, immigrée et championne

Mitra Hejazipour, 30 ans, a d'abord été une grande joueuse d'échecs en Iran, pays qu'elle a représenté dans de nombreuses compétitions internationales depuis son enfance. Quand, en 2019, lors d'un championnat du monde à Moscou, elle a refusé de porter le voile islamique, cela lui a valu d'être exclue de l'équipe iranienne. Et quand, en 2022, lors de la mort de Mahsa Amini, elle a exprimé sa solidarité avec le mouvement des femmes, il ne lui restait plus qu'à fuir son pays, et elle s'est réfugiée en

France, à Brest.

Celle qui est également grand maître international dans sa discipline vient d'être naturalisée, et elle est aussitôt devenue championne de France d'échecs. On ne sait pas si les crétins réactionnaires qui dénoncent à longueur de journée un dangereux « appel d'air » à propos des agents de sécurité, des auxiliaires de vie, des commis de cuisine et des ouvriers du bâtiment venus d'Afrique et d'Asie pour travailler en Europe, ont protesté.

M.B.

Rachats d'actions : gaspillage dans les grandes largeurs

Les rachats d'actions vont bon train parmi les 120 plus grosses sociétés cotées à la Bourse de Paris. Cette année, les sommes gaspillées dans ces opérations spéculatives sont en passe de constituer un nouveau record.

Pour les grandes entreprises dont la trésorerie regorge de liquidités, racheter une partie de ses propres actions est une option tentante. Les actions récupérées sont annulées, ce qui concentre mécaniquement la valeur boursière de l'entreprise sur les actions restantes, dont le cours a ainsi tendance à monter. Ainsi, l'entreprise vide partiellement sa trésorerie de

façon que les actionnaires possédant les actions restantes voient leur patrimoine augmenter.

Cette année, TotalEnergies a consacré à cette opération 5,7 milliards d'euros, BNP Paribas 3,5 milliards, Stellantis, AXA et LVMH plus d'un milliard chacun. Au total, au 30 septembre, ce sont 23,3 milliards qui ont été consacrés à ce jeu boursier. À la fin de l'année,

ces sommes pourraient touter les 27,2 milliards de 2022 ou même les 28,7 milliards de 2021. Les montants alloués annuellement par les plus grandes entreprises françaises à cette pratique financière ont considérablement augmenté par rapport à la décennie précédente, où ils variaient entre 5 et 15 milliards d'euros par an.

Les bénéficiaires, tirés de l'exploitation des salariés, servent ainsi à investir... dans l'augmentation du patrimoine de quelques grands bourgeois.

Lucien Déroit

La "sécurité" à Gaza selon Netanyahu

Dans une interview à ABC News du 7 novembre, Netanyahu a rejeté une nouvelle fois la possibilité d'un cessez-le-feu et déclaré qu'Israël devra prendre « pour une durée indéterminée, la responsabilité générale de la sécurité » dans la bande de Gaza.

Pour l'État israélien, la « sécurité » des 2,3 millions de Palestiniens piégés à Gaza se traduit déjà par plus de 10 000 morts en quelques semaines, auxquels s'ajoutent des milliers voire des dizaines de milliers de blessés. Elle réside aussi désormais dans la coupure du territoire gazaoui en deux par l'armée israélienne, qui somme la population du Nord de fuir au Sud, c'est-à-dire vers une zone encore plus exiguë, sans aucune garantie pour l'avenir. Au cours du week-end des 4 et 5 novembre, les bombardements se sont encore intensifiés, visant le nord comme le sud de l'enclave, précisément là où Israël exige que les Gazaouis se réfugient. Le soir du 4 novembre encore,

une cinquantaine de personnes sont mortes dans le bombardement du camp de réfugiés d'Al-Maghazi, pourtant situé au centre de la bande de Gaza.

Au Nord, 300 000 à 400 000 personnes seraient encore piégées, trop âgées, malades ou sans moyens pour fuir la zone. Après une nouvelle coupure générale de l'électricité, des lignes téléphoniques et de l'accès à Internet, les bombardements ont encore visé la ville de Gaza, y compris le camp de réfugiés d'Al-Chati situé en bord de mer, non loin de l'hôpital Al-Shifa, et qui abriterait plusieurs dizaines de milliers de personnes. Parmi elles, Bisan Owda, une cinéaste palestinienne, décrivait ainsi leurs

conditions de vie : « Nous avons survécu aux bombardements, au phosphore blanc, mais il n'y a plus de nourriture, il n'y a plus d'eau. Il ne nous reste plus que l'eau salée de la mer. »

Reconnaître le « droit à se défendre » d'Israël, comme l'ont récemment réaffirmé les représentants de l'impérialisme, de Biden à Macron, revient à lui reconnaître le droit de massacrer toute une population piégée dans un territoire extrêmement exigu.

La guerre en cours, avec ses morts et ses destructions, est une véritable boucherie. Elle est la quatrième menée par l'armée israélienne contre la population de Gaza en moins de vingt ans, outre d'autres opérations de moindre envergure. Entre 2006 et 2014 seulement, plus de 5 000 Palestiniens avaient péri lors des interventions militaires successives à Gaza baptisées « Pluies d'été », « Plomb durci » et « Bordure protectrice ».

« Glaive de fer », du nom de la guerre en cours, s'inscrit dans une politique de terreur systématique menée contre la population gazaoui par l'État d'Israël. Il prétend ainsi détruire définitivement le Hamas mais, ce qui est sûr, c'est qu'ainsi il fera inéluctablement se lever une nouvelle génération de combattants palestiniens y compris contre la « sécurité » que leur promet Netanyahu pour l'avenir.

Marlène Stanis

Les "solutions" des dirigeants des États-Unis

Alors que Gaza est transformé en champ de ruines et en cimetière, que la famine et les épidémies menacent ceux qui échappent aux bombardements, les dirigeants américains continuent de soutenir l'armée israélienne, demandant tout au plus une « pause humanitaire ».

Il faut davantage que le massacre de tout un peuple sous les yeux du monde entier pour émouvoir les dirigeants des États-Unis. Mais le supplice subi par les Gazaouis et le soutien inconditionnel des dirigeants américains et européens à Netanyahu provoquent de plus en plus de réactions, en particulier dans la population des pays arabes. Même aux États-Unis, alors que les élections présidentielles se profilent, le soutien de Joe Biden à Israël est contesté par toute une fraction des électeurs du Parti démocrate, dont plusieurs dizaines de milliers ont manifesté le 4 novembre à Washington.

Le Moyen-Orient a été transformé en poudrière par un siècle de manœuvres et d'interventions impérialistes pour soutenir puis abattre tel ou tel régime.

Certes, les dirigeants des pays voisins restent l'arme au pied et ne veulent pas être entraînés dans une guerre contre Israël, dans laquelle ils se trouveraient nécessairement face aux États-Unis. La Jordanie dénonce les crimes de l'État israélien mais s'est contentée de rappeler son ambassadeur. La Turquie d'Erdogan fait de même. Et ni le Hezbollah libanais ni les dirigeants iraniens, qui financent et arment à la fois le Hezbollah et le Hamas et sont présentés par les médias occidentaux comme les seuls va-t-en-guerre, en fait ne souhaitent l'escalade, pas plus que les régimes arabes.

Mais il y a une différence entre la politique et les calculs des chefs de ces régimes, chacun à leur façon intégrés dans l'ordre impérialiste, et les aspirations

et les sentiments de leurs propres peuples, opprimés et maintenus dans la pauvreté. La solidarité vis-à-vis des Palestiniens martyrisés qui s'exprime aujourd'hui par des manifestations, quand elles sont autorisées, pourrait vite se transformer en révolte ouverte des classes populaires de ces pays contre leurs dirigeants assis sur un volcan social. C'est un risque qu'envisagent les dirigeants américains et auquel ils veulent pouvoir faire face. C'est aussi pour cela qu'ils ne veulent pas lâcher l'État israélien. Celui-ci, parce qu'il alimente un état de guerre contre les Palestiniens, parce qu'il fait que sa population se considère comme assiégée, parce qu'il a une armée aguerrie et suréquipée, est considéré comme le gendarme le plus fiable des intérêts américains.

Pour faire mine de se préoccuper un peu du sort des

Palestiniens et intégrer certains États arabes à ce jeu diplomatique, les dirigeants américains ressortent des oubliettes « la solution à deux États ». Mais toute la politique des dirigeants sionistes, depuis la fondation d'Israël, a consisté à empêcher cette solution d'émerger. Après avoir annexé des zones entières dévolues aux Palestiniens par le plan de partage de l'ONU de 1947, ils ont occupé militairement la Cisjordanie et Gaza. Après les accords d'Oslo de 1993, ils ont méthodiquement grignoté les Territoires palestiniens et sapé le crédit et l'assise de l'Autorité palestinienne gérée par le Fatah et l'OLP, favorisant ainsi le développement du Hamas. Après avoir quitté Gaza en 2005, ils ont entouré ce territoire d'un immense mur, l'ont coupé de toutes relations avec la Cisjordanie.

Alors que Gaza est transformé en un tas de ruines,

que l'Autorité palestinienne contrôle bien difficilement quelques localités de Cisjordanie, les dirigeants américains ne manquent pas de cynisme en faisant semblant de redécouvrir la « solution à deux États ». Elle s'est réduite jusqu'à présent à un mirage, destiné surtout à faire patienter les Palestiniens dans l'espoir qu'un jour, peut-être, une solution serait trouvée. Dans la situation actuelle, il leur sera sans doute bien difficile de ressusciter ce mirage et de lui donner quelque crédibilité.

Quant à gouverner sur les décombres qu'ils ont engendrés, il faudra bien que les dirigeants israéliens et américains trouvent une solution provisoire. Quelle qu'elle soit, elle sera une impasse pour les Palestiniens et une étape vers d'autres guerres.

Xavier Lachau



Bombardement à Gaza.

HATEM ALI AP

En Cisjordanie, la violence de l'État et des colons

La guerre menée par l'armée israélienne contre la population de Gaza se déroule aussi en Cisjordanie. Non seulement les Palestiniens subissent des bombardements, mais ils sont exposés aux violences meurtrières des colons.

Depuis le 7 octobre, 140 Palestiniens y ont été tués, dont une partie par des colons israéliens.

Le nombre de colons s'appropriant des terres palestiniennes s'est accru rapidement ces dernières années, et ils sont aujourd'hui près d'un demi-million. Ils forment la base électorale et les troupes d'une extrême droite de plus en plus radicale. Le ministre des Finances et le ministre de la Sécurité nationale israéliens sont eux-mêmes des colons de Cisjordanie. Le second, Itamar Ben Gvir,

le dirigeant du parti d'extrême droite Pouvoir juif, a directement participé aux violences armées contre les Palestiniens ces dernières années.

Mais, après le 7 octobre, les milices de colons d'extrême droite se sont encore davantage mobilisées, aidées et couvertes par l'État. Ben Gvir a annoncé la distribution gratuite de 10 000 armes à feu à destination des colons volontaires, ainsi que l'assouplissement des règles sur le permis de port d'arme. Six jours sur sept, des colons de l'une des plus

grandes colonies juives, Goush Etzion, s'entraînent dans un centre, dont de nombreux stagiaires qui n'avaient jamais manipulé d'arme auparavant.

Une partie des colons, protégés par l'armée, déchaînent librement leur haine contre les habitants palestiniens. L'un d'entre eux a été attaqué par un groupe de colons armés et tué alors qu'il récoltait les olives de ses arbres à proximité d'une colonie.

La politique des dirigeants israéliens, poursuivant envers et contre tout la colonisation de la Jordanie, a en même temps favorisé le développement de cette extrême droite qui s'appuie essentiellement sur les colons. Prêts à justifier

Des travailleurs traités comme des criminels

Des centaines de travailleurs gazaouis, arbitrairement emprisonnés par le gouvernement israélien depuis le 7 octobre, viennent d'être renvoyés à Gaza, sous les bombes.

Jusqu'alors, ils étaient 18 500 à détenir un titre de séjour qui leur permettait de travailler sur le sol israélien. Même si les salaires y sont bas, que le travail est pénible et précaire, pour nombre d'habitants de Gaza, où le taux de chômage est énorme, travailler en Israël est le seul moyen d'avoir un revenu.

Mais, dès le 10 octobre, en réaction à l'attaque du Hamas, le gouvernement israélien a supprimé les titres de séjour, transformant ces travailleurs en sans-papiers. Environ 5 000 d'entre eux ont été expédiés en Cisjordanie, vivant une existence très difficile, suspendus aux nouvelles de Gaza et comptant quotidiennement les morts. Certains ont ainsi

perdu tous les membres de leur famille et ne peuvent même pas aller les enterrer. Ils désirent rentrer à Gaza mais l'État israélien refuse leur transfert.

Ceux qui n'ont pas eu le temps de rejoindre la Cisjordanie, eux, ont connu un sort encore plus terrible. Ce sont eux que le gouvernement israélien a commencé à expulser. Dans un premier temps, ils ont été au mieux parqués dans des gymnases ou des camps. Beaucoup témoignent ne pas avoir été nourris régulièrement ou avoir été privés d'eau. Mais d'autres ont été arbitrairement arrêtés, envoyés en prison ou dans des bases militaires. Là, ils ont subi des tortures et des humiliations de la part de soldats

et de policiers. La Knesset (le Parlement israélien) a même voté en urgence une loi permettant de doubler la capacité d'occupation d'une cellule de prison.

Vendredi 3 novembre, les premiers de ces Palestiniens ont été sortis de prison et déposés au point de passage de Karem Abou Salem aux portes de Gaza. Ils ont témoigné des mauvais traitements et montré les traces des sévices subis. Ils n'ont rien pu emporter de ce qu'ils avaient laissé en Israël et la plupart, épuisés et terrifiés, n'ont plus qu'à parcourir tout le territoire dans l'espoir de retrouver des survivants de leur famille, après avoir éprouvé jusque dans leur chair le mépris des dirigeants israéliens vis-à-vis des Palestiniens en général, et des travailleurs en particulier.

Aline Urbain



NASSER ISHTAYEH FLASH90

Après un bombardement israélien sur Tulkarem, en Cisjordanie, le 19 octobre.

leurs exactions au nom de la Bible, ils peuvent assassiner impunément les habitants palestiniens, sous la protection de l'armée et le regard bienveillant des

dirigeants impérialistes. Mais c'est toute la société israélienne qui est ainsi pourrie par le militarisme et le racisme.

Charles Legoda

Faux semblants humanitaires et intérêts capitalistes

Au début du mois, Macron a annoncé l'organisation d'une « Conférence humanitaire » au sujet de Gaza pour le jeudi 9 novembre. Il prétendait y réunir les « États, principaux bailleurs, organisations internationales et ONG actives à Gaza » pour aider la population civile sur place, en lien avec l'ONU.

Tout en soutenant pleinement la guerre menée par l'État israélien contre la population de Gaza, Macron fait mine d'agir en médiateur, en demandant une trêve à l'ONU et en exigeant que Netanyahu respecte certaines limites dans ses opérations militaires. Mais ce n'est qu'une façade. La réalité est que des navires militaires français sont envoyés sur place et que Macron défend les intérêts sonnants et trébuchants de ses capitalistes, même si la France est une puissance de second ordre à la remorque de l'impérialisme américain.

En juin dernier, par exemple, une conférence avait réuni 350 patrons de la péninsule arabique à Paris, à la suite de laquelle les capitalistes français ont pu profiter de près de dix milliards d'euros d'investissements directs, sans compter les nombreuses commandes d'armes. En visite à Doha, au Qatar, en juillet dernier,

le ministre des Armées aurait décroché une nouvelle commande de 24 avions Rafale. L'an dernier, ce sont les Émirats Arabes Unis qui avaient commandé 80 Rafale pour 2027-2031, le plus gros contrat de vente d'armes depuis un demi-siècle, pour 16 milliards d'euros. Les intérêts des capitalistes français sont donc bien représentés dans la région, entre ventes d'armes, pétrole et autres marchés très rentables.

Ce n'est pas pour sauver des vies que Macron envoie ses bateaux au Proche-Orient, mais bien pour sauver les intérêts de sa bourgeoisie dans cette région du monde. C'est pour les mêmes raisons que, après la guerre de 1914-1918, les dirigeants français s'étaient partagé, avec la Grande-Bretagne, les restes de l'Empire Ottoman et qu'ils ont, depuis un siècle, attisé les rivalités entre les peuples dans la région.

C. L.



MOHAMMED TAL ATENE DPA AP

Travailleurs de retour au point de contrôle du sud de Gaza, le 3 novembre.

“L’Amérique face à l’holocauste” : ce que fut la politique des États-Unis face aux persécutions antijuives des nazis

Les 17 et 18 octobre, Arte diffusait un documentaire de six heures : *L’Amérique face à l’Holocauste*, version française de *The US and the Holocaust* (2022, 2023) de l’auteur Geoffrey C. Ward et des réalisateurs Ken Burns, Lynn Novick et Sarah Borstein.

Au moment où les dirigeants américains se présentent comme de grands combattants contre les persécutions antijuives, cette série est un rappel utile. Elle montre quelle fut la politique des États-Unis, sous Roosevelt, vis-à-vis des persécutions subies par les Juifs d’Allemagne, puis d’autres pays européens, politique qui fut définie comme « les bras fermés de l’Amérique ».

L’arrivée de Hitler au pouvoir en janvier 1933 posa immédiatement pour la population juive la question : pouvait-on échapper à l’antisémitisme officiel du régime, traduit tout de suite en mesures restrictives pour les Juifs dans divers domaines, en fuyant à l’étranger ? Ces mesures s’accompagnaient

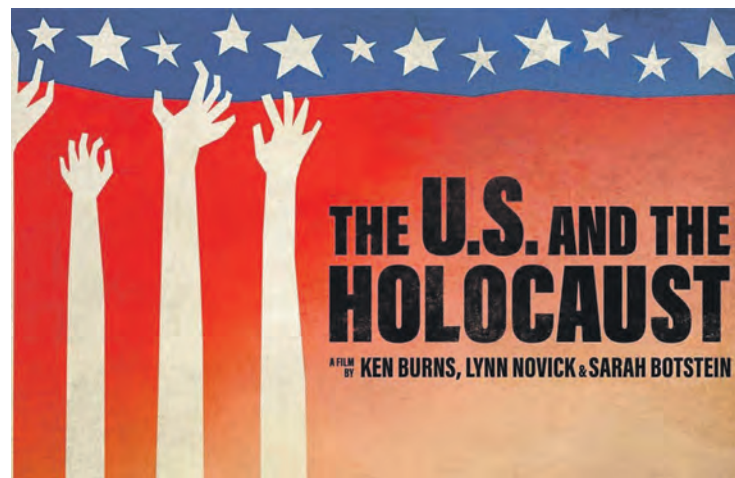
de nombreuses violences dont le point d’orgue fut la « Nuit de cristal » des 9 et 10 novembre 1938. Les destructions de synagogues, d’appartements, d’entreprises juives étaient accompagnées de l’internement de milliers de Juifs dans des camps pour des périodes variables, avant d’en arriver plus tard à la politique d’extermination.

Une conférence internationale sur la crise des réfugiés fut réunie à Évian en juillet 1938, à l’appel du président Franklin Roosevelt, avec des représentants de 32 pays. La quasi-totalité, les USA inclus, refusèrent de modifier leurs lois d’immigration pour accueillir les réfugiés Juifs. Les tenants de la politique de Roosevelt invoquaient notamment le

contexte existant aux États-Unis pour justifier leur passivité, avec le problème du chômage de masse, qui avait explosé à partir de 1932 au travers de la Grande Dépression, puis s’était réduit mais sévissait à nouveau.

Mais les mêmes invoquaient aussi l’hostilité marquée d’une majorité de la population américaine à l’accueil de nouveaux immigrants, dans l’esprit des lois de 1924 qui avaient interdit toute immigration d’Asie et institué des quotas, d’autant plus faibles qu’ils concernaient les populations les plus à l’Est de l’Europe ! Cette hostilité était de plus ouvertement exprimée par des personnalités antisémites comme Henry Ford, le magnat de l’automobile, ou le prêtre Coughlin qui, dans des émissions de radio, accusait les Juifs de manipuler les institutions financières et de conspirer pour contrôler le monde.

Tout cela se déroulait



dans un pays où la ségrégation envers les Noirs se perpétuait. L’administration américaine mit en place ou appliqua rigoureusement les obstacles à l’accueil de réfugiés prévus dans les lois sur l’immigration, qui exigeaient de la part des demandeurs des lettres de recommandation, des visas de sortie et de transit, ainsi que le versement de milliers de dollars. À la mi-1938, près de 140 000 Allemands et Autrichiens, la plupart juifs, avaient déposé des demandes de visa américain. Durant l’année, ce nombre atteignit 300 000, créant une liste d’attente pour onze ans.

Un autre drame survint lorsque, en mai 1939, le navire *M.S. St Louis*, transportant 937 passagers, pour la plupart des Juifs de Hambourg, vers La Havane, ne put en laisser débarquer que vingt-huit à son arrivée à Cuba. S’étant alors dirigé vers Miami, il fut repoussé selon les dispositions des

lois américaines sur l’immigration et contraint de regagner l’Europe, où beaucoup de passagers allaient périr dans les camps.

Un article du *New York Times* du 2 septembre 2022 se lit comme une condamnation de la politique américaine envers les victimes du régime hitlérien : « *Même après la fin de la guerre, alors que les actualités cinématographiques avaient montré les libérateurs américains stupéfaits par la vision des cadavres ambulants et des empilements de corps, les antisémites du Département d’État et du Congrès continuèrent de résister. Résultat : des dizaines de milliers de survivants juifs restèrent entassés jusqu’en 1950 dans des camps sommaires de personnes déplacées, alors que des collaborateurs des nazis en Ukraine, Lituanie, Estonie et Lettonie étaient laissés libres parce que considérés comme de solides anticommunistes.* »

Jean Massardier

La prudence du Hezbollah

Le dirigeant du parti religieux chiite libanais, allié du régime iranien, accusé par Israël, les États-Unis, la France et d’autres grandes puissances d’avoir aidé militairement le Hamas, s’est exprimé publiquement pour la première fois depuis le 7 octobre, dans un discours nullement va-t-en-guerre.

Le leader du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a tenu son meeting par vidéo interposée devant plus de 10 000 personnes rassemblées dans la banlieue sud de Beyrouth. On pouvait lire sur

les nombreuses pancartes façonnées par le parti : « Mort à l’Amérique, mort à Israël », mais le discours n’avait pas cette tonalité. Même si Nasrallah a vanté l’action du Hamas, qui

a été, selon lui, « un tremblement de terre sécuritaire, militaire, psychologique et moral pour Israël », il a tenu à affirmer que le Hezbollah n’avait pas contribué à cette opération, disant qu’elle était « le résultat d’une décision palestinienne à 100 % ».

À ceux qui demandent au Hezbollah « d’entrer dans une guerre ouverte », et pour qui « ce qui se passe à la frontière [entre le Liban

et Israël] peut paraître modéré », il a répondu que c’est déjà beaucoup. Et de donner comme argument, aux plus guerriers, que les actions militaires des milices du Hezbollah occuperaient un tiers des forces armées israéliennes. Et de finir son discours sur une formule encore plus ambiguë : « Je le dis en toute transparence et avec un flou constructif : toutes les options sur notre front sont ouvertes et examinées et nous pourrions y recourir à tout moment. »

Derrière ces circonlocutions, les propos de Nasrallah montrent que son parti, et l’Iran derrière lui, ne veulent pas entrer en guerre contre Israël. La situation économique et sociale du Liban, comme celle de l’Iran, comme d’ailleurs celle de tous les pays arabes de la région est déjà catastrophique,

et ils craignent le chaos qu’une guerre généralisée engendrerait.

Ce qui inquiète ces dirigeants du Moyen-Orient n’est pas tant le sort des Palestiniens de Gaza que le fait que le gouvernement israélien, soutenu sans faille par celui des États-Unis et des autres grandes puissances impérialistes, est en train de jouer avec le feu. La guerre qu’il mène déchaîne la colère populaire dans tous les pays alentour et si elle se développe elle peut submerger et renverser bien des chefs d’État et de partis comme Nasrallah. Même sans se développer sur le terrain social et en restant sur le terrain des idées nationalistes et réactionnaires qui sont celles du Hezbollah, cette contestation pourrait le déstabiliser lui aussi.

Pierre Royan



Le 3 novembre dans le sud de Beyrouth, manifestation du Hezbollah en hommage aux Libanais tués dans les affrontements avec l’armée israélienne.

Les répercussions en Asie centrale

4 000 kilomètres au moins séparent Gaza de Tachkent, la capitale de l'Ouzbékistan, ou d'Astana, celle du Kazakhstan. Pourtant la guerre qu'y mène l'armée israélienne contre la population gazaouie éveille des échos et une sympathie pour les Palestiniens qui s'exprime dans la rue parmi les habitants de l'Asie centrale ex-soviétique, ainsi que du Caucase Nord dépendant de la Russie.

Cela s'explique sans doute en partie par le fait que les populations de ces pays – Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizistan, Turkménistan – ou de la république russe du Daghestan sont de tradition musulmane, mais pas seulement. Dans ces contrées appauvries par la disparition de l'URSS en 1991, et depuis pillées comme jamais par une bureaucratie rapace dont les chefs se drapent souvent dans la religion et le nationalisme pour justifier

leur dictature, les populations ont semble-t-il assez spontanément identifié leur sort à celui des Palestiniens.

Depuis des semaines, on assiste en effet à des manifestations plus ou moins spontanées en solidarité avec les victimes des bombes israéliennes. Mais on voit aussi que les autorités, qui jusque-là se taisaient, ont, au Turkménistan, renforcé leur contrôle sur tous les médias pour éviter la « contamination » de leur population. Dans quatre autres

pays d'Asie centrale, elles ont choisi de protester officiellement contre Israël. En Ouzbékistan, elles ont même décidé d'appeler à des manifestations propalestiniennes très encadrées, quelques jours après avoir fait arrêter des dizaines de personnes qui avaient manifesté par elles-mêmes.

De cela, la presse française a préféré ne trop rien dire au moment où Macron aidait à signer de gros contrats dans la région. Ce silence tranche avec le flot d'informations se voulant sensationnelles sur ce que les mêmes médias présentaient quelques jours plus tôt comme une chasse aux Israéliens sur l'aéroport de Makhatchkala, au Daghestan russe. En fait, il s'agissait de Russes d'origine juive



Manifestation propalestinienne au Daghestan.

qui seraient revenus d'Israël pour échapper à la conscription, alors qu'ils y étaient partis pour éviter d'être envoyés au front en Ukraine...

Que, dans ce cas et parfois lors de manifestations en Asie centrale, des courants de la mouvance islamiste aient voulu avancer leurs pions, c'est probable. D'autant plus que nombre de dirigeants de ces pays ou du Caucase russe jouent plus ou moins de la carte islamiste pour « tenir » leur population.

Le 31 octobre, le président

ouzbek Mirziouïev a « exprimé fermement sa solidarité avec le peuple palestinien » devant les caméras de télévision. Les ministres des Affaires étrangères de trois des États de la région ont aussi dénoncé immédiatement le sanglant bombardement d'un hôpital à Gaza. Il est clair que les autorités de ces pays tentent de prendre les devants quand leur population éprouve de la solidarité avec celle de Palestine, opprimée, spoliée, bombardée, dans laquelle elle se retrouve.

Pierre Laffitte

Antisémitisme : des politiciens qui feraient mieux de se taire

L'écrasement de la population de Gaza par les bombes israéliennes provoque une colère légitime. Mais « antisémitisme » est le terme injurieux dont se trouvent bien souvent qualifiés ceux, et ils sont nombreux, qui ressentent cette colère et l'expriment.

L'amalgame n'est pas nouveau : depuis que les dirigeants d'Israël ont choisi d'accepter le rôle de gendarme des peuples au Moyen-Orient, en se positionnant dès le départ, en 1947, comme gardes-chiourme de la population palestinienne spoliée, s'opposer à leur politique a été

taxé d'antisémitisme.

Les politiciens français soucieux de couvrir d'un voile leur complicité avec la politique colonialiste des dirigeants d'Israël leur ont emboîté le pas. Darmanin n'a de cesse d'ajouter le moindre tag pour tenter de démontrer qu'il y aurait une « recrudescence des actes

antisémites en France », comme le rabâchent les médias. Élisabeth Borne, elle, accuse ses adversaires politiques de gauche, lorsqu'ils se disent « antisionistes », de masquer en fait leur antisémitisme. Son mentor Macron, dans un dîner du CRIF, le Conseil représentatif des institutions juives de France, avait déjà déclaré que « l'antisémitisme [était] une des formes modernes de l'antisémitisme ». Et les commentateurs se pressent de suivre cette définition, bien commode pour qui se refuse à critiquer la politique guerrière de l'État d'Israël.

C'est sur cette base que les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat ont appelé à manifester le 12 novembre, aussitôt approuvés par une clique de politiciens de droite et d'extrême droite.

Jordan Bardella, le nouveau numéro 1 du RN, ose fanfaronner : « Ça fait quinze ans que mon mouvement politique alerte la société française sur l'installation durable dans notre société d'un antisémitisme qui est le fruit d'un islam politique. » Il y a là un sacré culot de la part d'un dirigeant d'un parti

dont le racisme et la haine des Juifs sont depuis toujours en bonne place dans le fonds de commerce.

La confusion est encore entretenue par les dirigeants israéliens quand ils se présentent comme les défenseurs, non seulement de leur État installé au Moyen-Orient, mais des populations juives du monde entier, menacées par l'antisémitisme et qui, en tout cas, l'ont payé durant la Seconde Guerre mondiale de six millions de morts. Ainsi, les politiciens français ou autres peuvent présenter toute opposition à la politique israélienne, dans les pays arabes ou en Europe et en Amérique, comme une manifestation de haine pour les Juifs en général, et donc comme un écho moderne du nazisme. Malheureusement, c'est la politique du pouvoir israélien vis-à-vis des populations arabes qui aujourd'hui en est la plus proche.

Contrairement à ce qu'avancent les tenants de l'ordre bourgeois et les défenseurs de l'ordre impérialiste, s'opposer à la politique agressive, colonisatrice, guerrière des dirigeants israéliens n'a rien à voir avec l'antisémitisme dont

les populations juives ont souffert pendant des siècles. Au contraire, en Israël même, c'est Netanyahu et ses alliés d'extrême droite qui mettent en danger les habitants d'Israël, juifs et arabes. Et ailleurs, quels sont les responsables de la colère croissante, légitime, qui s'exprime contre ces dirigeants et les puissances impérialistes qui les soutiennent, si ce n'est ceux qui, après l'attaque meurtrière lancée le 7 octobre par le Hamas, ajoutent à des décennies d'oppression des Palestiniens, de guerres permanentes, la mort à la mort en enterrant Gaza sous les bombes ?

Il faut opposer un véritable antidote au poison du racisme, de la haine des Arabes, des travailleurs d'Afrique ou d'Asie, des immigrés de fraîche ou de longue date, et au vieux poison de l'antisémitisme, le vrai, qui peut toujours resurgir. C'est la conscience de faire partie de la classe ouvrière du monde, et de la nécessité de tout faire pour abattre le système capitaliste fauteur de guerre et de haines innombrables.

Viviane Lafont



Manifestation de soutien aux Palestiniens, le 24 octobre, à Paris.

Kenya : les atrocités contre un peuple colonisé

Cet article est extrait de l'éditorial des bulletins d'entreprise publiés par nos camarades de Workers' Fight (UCI) en Grande-Bretagne, daté du 1^{er} novembre.

Pendant que des avions israéliens larguaient des bombes sur le camp de réfugiés de Jabalya à Gaza, prétendument pour « éradiquer les terroristes du Hamas », Charles et Camilla étaient en visite royale au Kenya. Une partie de plaisir ? Pas seulement, puisque Charles s'est senti obligé d'évoquer « les actes répréhensibles du passé, [...] causes de la plus grande tristesse et du plus profond regret », en référence aux atrocités commises sous le règne de sa mère lors de la lutte pour l'émancipation nationale menée au Kenya par les Mau Mau, dans les années 1952-1960.

Ces méfaits ont leur prolongement dans le présent : une bonne part des meilleures terres du pays et de son agro-industrie est toujours aux mains des Britanniques. Mais, jusqu'à très récemment, les atrocités

commises ont été dissimulées. Le premier président d'après l'indépendance, Jomo Kenyatta, investi par les Britanniques en 1963, a contribué à escamoter ces faits et l'histoire de la courageuse lutte anticoloniale des Kenyans, en prétendant : « La rébellion Mau Mau est une maladie qui a été éradiquée et dont on ne doit plus jamais se souvenir. »

Pourtant, les Kenyans – y compris Samwel Nthigai Mburia, 117 ans, homme le plus âgé du monde et ancien « terroriste » mau mau – connaissent cette histoire. Et ils sont tout à fait capables d'établir un parallèle entre le bombardement par la Royal Air Force des combattants mau mau qui se cachaient au plus profond des forêts kenyanes en 1955 et le bombardement de Gaza par les avions israéliens aujourd'hui au nom de « l'éradication du Hamas ».

Les Mau Mau, lorsqu'ils étaient arrêtés par les autorités britanniques, étaient pendus, torturés, castrés, suspendus la tête en bas et battus à mort. Lorsque leur lutte a pris fin, plus de 300 000 d'entre eux ont été envoyés dans des camps de concentration avec leurs familles, pour y être soumis au travail forcé, à la famine, à des tortures, des viols et des meurtres. Les autorités britanniques ont également regroupé les femmes et les enfants de l'ethnie kikuyue dans 800 villages fermés et surveillés, dispersés dans la campagne et entourés de fils de fer barbelés, de tranchées et de miradors.

Une vision familière ? Elle le sera pour les Palestiniens emprisonnés à Gaza ou sous étroite surveillance en Cisjordanie, et pour les milliers d'entre eux (y compris des mineurs) enfermés dans des prisons israéliennes. Une répression tous azimuts supervisée et soutenue par les États coloniaux modernes, impérialismes américain et britannique en tête.



Soldats britanniques entourant un Mau Mau entre 1952 et 1956.

Netanyahu utilise le même langage que Kenyatta, qui avait acquis ce vocabulaire auprès des autorités britanniques : les terroristes doivent être éradiqués comme de la vermine. Cette semaine au Kenya, Charles a remis à l'ancienne « vermine » Samwel Nthigai Mburia une médaille pour remplacer celle qui lui avait été décernée après avoir combattu pour la Grande-Bretagne (notamment en Palestine – note de LO) pendant la Seconde Guerre mondiale, médaille qu'il avait, comme

d'autres vétérans, jetée par dégoût...

Aujourd'hui, les méfaits de l'impérialisme et de son représentant au Proche-Orient, le gouvernement israélien de Netanyahu, se poursuivent, avec l'appui du Premier ministre conservateur Rishi Sunak et la bénédiction du leader travailliste Keir Starmer. Et Charles, figure de proue pâlichonne d'une « grande puissance » en déclin, se refuse encore à présenter la moindre excuse pour les crimes du passé.

Workers Fight

Inde : Modi et l'épouvantail chinois

L'article ci-dessous est adapté d'une correspondance d'Inde publiée dans le journal de nos camarades britanniques de l'UCI, Workers' Fight (octobre 2023).

En 2024, le Premier ministre Modi fera face à des élections dans cinq États et à des élections générales en avril et mai. Son gouvernement s'efforce donc de trouver des boucs émissaires responsables de tous les problèmes. Après avoir ciblé les musulmans et les « immigrants illégaux », Modi tente désormais de consolider le vote nationaliste de droite

et d'intimider les manifestants en s'appuyant sur le sentiment anti-Chinois propagé par l'administration Biden. Sa dernière cible est NewsClick, une entreprise de médias de gauche favorable aux partis communistes du pays. Il fait ainsi d'une pierre deux coups, ciblant la critique du gouvernement et la « menace » chinoise.

Citant un article du *New York Times* affirmant que NewsClick faisait partie d'un « réseau mondial de propagande chinoise » financé par l'homme d'affaires américain Neville Singham, le gouvernement Modi a lancé une campagne de propagande contre cette entreprise. La seule preuve de propagande chinoise était une vidéo publiée par le média sur la révolution de 1949 avec la conclusion que « l'histoire de la Chine continue d'inspirer les classes populaires » !

Le 3 octobre, la police a perquisitionné le bureau de NewsClick au Kerala et le domicile des employés, arrêtant le rédacteur en chef et le responsable des ressources humaines, et saisissant des ordinateurs portables et des téléphones. NewsClick est accusé, en vertu d'une loi de 1967, de complot visant à « perturber les approvisionnements et les services essentiels à la vie de la communauté en Inde ». Cela concerne la révélation qu'elle a faite de la

répression militaire dans les États frontaliers du Cachemire et de l'Arunachal Pradesh, et ses critiques de la « lutte » du gouvernement contre le Covid. Des dizaines de milliers de travailleurs migrants avaient alors été forcés de marcher des villes vers leurs villages et des patients étaient morts faute de bouteilles d'oxygène. Les poursuites visent aussi la dénonciation des profits des sociétés pharmaceutiques, et la couverture favorable donnée au mouvement paysan de 2021 contre les trois lois pro-agro-business de Modi. Ces « actes terroristes », affirme le gouvernement, ont porté atteinte à « la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Inde ». Toutes les critiques à l'encontre du gouvernement indien sont ainsi désormais considérées comme illégales et renvoient à... la Chine !

Le conglomérat Adani, qui appartient au milliardaire du même nom, étroitement allié au gouvernement Modi, a accusé l'an

dernier une participation majoritaire dans New Delhi Television, qui avait déjà critiqué le rôle du gouvernement dans l'exacerbation de la haine religieuse. Il vient aussi de faire une offre pour 51 % de Quintillion Business Media. Les journalistes de NewsClick ont récemment révélé l'implication du groupe Adani dans la corruption qui a entouré l'achat d'avions Rafale à Dassault par le ministère indien de la Défense.

Dans un contexte d'aggravation de la pauvreté, l'opposition au parti de Modi, le BJP, s'accroît. Le BJP vient de perdre les élections de l'État du Karnataka. Nul doute qu'à l'approche des élections générales, d'autres médias seront accusés de liens avec la Chine pour prouver que « l'Inde est menacée », tandis que les voyous de Modi recourront à leur spécialité barbare faite d'attaques confessionnelles et xénophobes.

Workers' Fight



Rassemblement de solidarité à NewsClick.

Transport maritime : un concentré de capitalisme

Le 25 avril 2024, l'Union européenne ne renouvellera pas l'exemption aux règlements antitrust dont bénéficiaient les armateurs depuis 2009.

Les armateurs, et particulièrement les trois géants mondiaux, l'italo-suisse MSC, le français CMA-CGM et le danois Maersk, auront tout de même pu quinze ans durant se partager le marché, s'entendre sur les prix et se passer de la sacro-sainte, et éminemment adaptable, concurrence libre et non faussée garantie, paraît-il, par l'Union européenne.

La décision des caciques de l'UE est sans doute une réponse aux protestations soulevées par les superprofits de ces armateurs dans les années 2021 et 2022. Profitant de la désorganisation du commerce mondial due à la pandémie, autant qu'ils la provoquaient, les trois géants avaient multiplié leurs tarifs et leurs bénéfices par dix. Ils avaient ensuite initié une campagne d'achats tous azimuts, renforçant encore leur monopole et leur puissance. Des États comme la Corée du Sud, la Chine et même les États-Unis par la voix du président Biden lui-même, des associations patronales sous toutes les latitudes avaient protesté contre cette pratique jugée déloyale et accusaient

l'Union européenne d'avoir facilité les affaires de ses champions du vol en haute mer.

C'est faire trop d'honneur à l'UE et prendre l'effet pour la cause. Depuis les années 2000, les armateurs ont mis en place des services réguliers, prévisibles et exacts qui desservent en produits semi-finis les grands ports du monde, de la même façon qu'une noria de camions relie par l'autoroute une usine d'emboutissage à une usine de montage dans un même trust de l'automobile. Dans le cas des porte-conteneurs, cela se fait à l'échelle du globe et pour de très nombreux types de productions et de sociétés différentes, donnant par là même aux armateurs la possibilité d'extorquer un surprofit colossal quand les circonstances s'y prêtent. Pour faire une boucle continue entre l'Asie et l'Europe, desservant chaque semaine les mêmes ports, il fallait, en 2007, dix navires géants d'une capacité de 13 000 conteneurs. Un armateur isolé, même un des trois grands, n'avait pas alors la flotte suffisante pour organiser ces boucles régulières, ni les clients pour remplir à



ERIC HOURI

coups sûrs ses bateaux. Il en découlait la nécessité des alliances entre armateurs, se partageant les mêmes boucles et les mêmes clients. L'UE s'est alors bornée à légaliser cette pratique, malgré ses lois interdisant les ententes commerciales.

Tous les États concernés, c'est-à-dire représentant et défendant des capitalistes intéressés à l'affaire, ont construit les ports, les digues, les canaux nécessaires. Tous avaient depuis longtemps transformé leurs lois pour soumettre dockers et marins au joug des armateurs. Tous ont voulu aider leurs bourgeois à prendre leur part de l'exploitation des travailleurs d'Asie, puisque c'est à cela que se

résume toute l'affaire. Il est vrai que l'État français a en plus sauvé la mise à CMA-CGM en la renflouant, que le Danemark impose plus lourdement le marin de Maersk que son patron, que ni l'Italie ni la Suisse n'ont jamais demandé à MSC de publier ses bénéfices, au prétexte que c'est une entreprise familiale. De plus, l'Union européenne et les États qui la constituent imposent les armateurs sur la taille de leurs navires et non sur leurs bénéfices, soit un cadeau de plusieurs milliards par an pour chacun.

Cela a sans doute aidé à ce que les trois européens raflent la mise dans la course à la taille, à l'intérieur même des alliances. Si les

neuf premiers armateurs, tous membres des alliances, contrôlent 83% de la flotte mondiale de porte-conteneurs et 94% du trafic transpacifique, les trois premiers ont tellement grossi qu'ils n'ont désormais plus besoin d'alliance. MSC et Maersk sont en train d'en sortir, CMA-CGM a plus de navires en dehors de son alliance qu'à l'intérieur. Ils peuvent constituer les boucles à eux seuls et le changement de législation européenne ne les concerne plus. Leur monopole, celui qui leur a permis de rançonner le monde entier entre 2021 et 2022, est acquis. Il leur reste à s'affronter dans une économie mondiale en récession, où le trafic ralentit, où le prix du transport s'effondre alors que de nombreux navires sont mis à l'arrêt, des équipages débarqués, des escales annulées. Maersk, dont le chiffre d'affaires a été divisé par deux au troisième trimestre, a déjà supprimé 10 000 emplois.

La taille même de ces entreprises géantes, sur mer ou sur terre, les prélèvements indus qu'elles opèrent, la servilité des États à leur égard deviennent un obstacle au fonctionnement de l'économie. Qu'importe, si cela rapporte à leurs actionnaires.

Paul Galois

Catastrophes : les assurés paieront

Les principales compagnies d'assurance françaises s'apprentent à augmenter leurs tarifs en 2024 bien au-dessus de l'inflation. La récente tempête Ciaran, dont la facture est chiffrée autour du demi-milliard d'euros, vient à point nommé pour justifier ces hausses.



Outre les risques climatiques, le directeur général d'Axa cite aussi l'augmentation du prix des pièces détachées des automobiles, la consommation de soins – excessive selon lui – et même l'impact de la réforme des retraites sur son activité de prévoyance comme des raisons d'augmenter les prix des assurances bien plus que les 3% de hausse de cette année.

Son collègue et concurrent d'Aéma, qui regroupe la Macif, Aésio et d'autres, dit la même chose en déclarant que pour la hausse de ses tarifs « l'inflation sera un plancher pour l'année à venir ».

Pourtant les assureurs ne sont pas à plaindre. Selon son directeur général

de l'époque, Axa a connu une très bonne année 2022. En effet son résultat opérationnel à 7,3 milliards d'euros était en hausse de 4% sur l'année précédente. Le bénéfice net d'Aéma en 2022 était plus modeste, 122 millions, mais en forte progression de 17%.

Les compagnies d'assurance mettent constamment en avant le coût des catastrophes qu'elles doivent en théorie assumer. Or l'inventivité de la spéculation financière vient à leur secours avec les 42 milliards de dollars d'obligations catastrophes que les assureurs émettent pour se protéger des risques financiers liés aux incendies, tornades, ouragans et tremblements

de terre. Les capitalistes qui achètent ces obligations n'ont pas l'air d'être trop inquiets du coût des catastrophes puisqu'elles font l'objet d'une spéculation à la hausse : plus 16% depuis le début de l'année.

Les assureurs savent aussi rompre les contrats dont ils estiment qu'ils leur coûtent trop, comme ceux de certaines municipalités exposées aux risques climatiques ou aux destructions lors d'émeutes. Ou bien ils acceptent encore de les assurer, mais à condition qu'elles se plient à une forte augmentation des primes d'assurance.

Ces compagnies assurent avant tout leurs profits.

Lucien Déroit

ArianeGroup – Gironde : la direction contrainte de reculer

Après plusieurs mois de débrayages, les 82 ouvriers d'ArianeGroup, sur le site de Saint-Médard-en-Jalles, en Gironde, ont décidé le 27 octobre d'arrêter leur mouvement.

Ce mouvement avait démarré en mai dernier. Le mécontentement grondait depuis longtemps dans les secteurs ouvriers, notamment au malaxage/coulé, un des secteurs de la chaîne de transformation de la poudre en propergol solide. Leurs revendications étaient une augmentation de salaire de 300 euros pour tous, une augmentation des primes d'équipe en 2x8 et 3x8 ainsi que le paiement des sommes perdues lors du chômage partiel imposé par la direction suite à la tempête de

grêle de juin 2022. En effet, à l'époque les toitures de plusieurs bâtiments s'étaient effondrées et plusieurs dizaines d'ouvriers avaient été mis en chômage technique, contraints de vivre avec des salaires amputés de 30 % pendant plusieurs mois.

C'est cette colère accumulée, conjuguée à une inflation galopante, qui a mis le feu aux poudres. Les travailleurs ont décidé de faire grève à la veille du lancement d'un chargement de poudre pour gêner

la production. Et, pour éviter que la direction les accuse de sabotage avec des débrayages sauvages, ils ont demandé aux syndicats Sud et CGT de les couvrir.

Au début, la direction, furieuse, a tout fait pour isoler les grévistes par une campagne de calomnies, les traitant d'irresponsables car ils mettaient « en péril l'avenir de l'entreprise ». Certains chefs faisaient même courir le bruit qu'il pourrait y avoir des licenciements à cause du mouvement de grève et que la prime de production de 1000 euros ne serait pas versée. Les grévistes ont désamorcé la manœuvre en allant discuter avec leurs collègues



GUILLAUME BONNAUD SUD OUEST

non-grévistes.

Dans les autres sites de la région, Le Haillan et Issac, les syndicats n'ont rien fait pour populariser ce mouvement, ou plutôt, ils se sont tus, arguant que les travailleurs étaient satisfaits des négociations salariales annuelles et qu'ils ne sortiraient pas.

Devant la détermination des ouvriers de Saint-Médard, ce qui n'était pas possible le devint et la direction d'ArianeGroup a fini par trouver des solutions, en augmentant certaines primes. Cela représente

110 euros plus 60 euros brut par mois pour le personnel en quart concerné, et 60 à 99 euros pour les autres secteurs, soit 318 personnes. En cas de mutation, ces primes seront intégrées dans le salaire de base.

Enfin, pour tous les salariés du site, soit 510 personnes, la prime de production de 1000 euros passe à 1500.

Grâce à un peu plus de 80 grévistes, la direction a été contrainte de manger son chapeau. Ils ont de quoi être fiers.

Correspondant LO

Collège Sisley L'Île-Saint-Denis : un collège n'est pas un chantier !

Le nouveau collège de L'Île-Saint-Denis vient d'ouvrir ses portes à la rentrée des vacances de la Toussaint. Il semble flambant neuf, mais en réalité les travaux ne sont pas terminés, ce qui a convaincu la grande majorité des enseignants d'exercer leur droit de retrait.

L'inauguration du collège n'est prévue qu'au bout d'un mois, ce qui est l'aveu de l'institution elle-même que les travaux ne sont pas finis. Le bon sens aurait voulu d'attendre la fin des travaux avant d'ouvrir le collège. Mais la logique de l'Éducation nationale est différente. Sans doute parce que le maintien dans les préfabriqués qui font office de collège depuis deux ans est estimé à 120 000 euros par le Département.

Personnel du collège et parents d'élèves pensent que la sécurité des élèves n'est pas garantie. Le 7 novembre, deux ouvriers travaillaient au milieu des élèves dans la cour de récréation, où par ailleurs des déchets de chantier sont stockés. La grille d'entrée est très souvent ouverte du fait des allées et venues de personnes extérieures au

collège, ce qui rend facile une intrusion dans l'établissement, en totale contradiction avec le bavardage sécuritaire depuis l'attentat d'Arras.

De plus, le collège est sale, le ménage de fin de chantier n'étant pas suffisant. La charge de travail des agents de service s'est considérablement alourdie, sans aucun personnel supplémentaire, il manque des parties du faux-plafond dans plusieurs salles et la ventilation du CDI est très bruyante. Les travaux ont été faits sans consulter le personnel du collège, ce qui conduit à des aberrations.

Cerise sur le gâteau, un avis défavorable de la commission de sécurité a été levé par un adjoint de la mairie, ce qui n'a pas contribué à rassurer le personnel.

La demi-journée royalement accordée avant l'accueil des élèves a été bien insuffisante, ne serait-ce que pour défaire tous les cartons. La plupart des enseignants ont donc décidé d'exercer leur droit de retrait, ne voulant pas travailler dans ces conditions inacceptables.

Correspondant LO

Failites en hausse : les grosses sociétés profitent

D'août 2022 à août 2023, 50 441 entreprises se sont déclarées en faillite, selon les chiffres publiés par la Banque de France.

Si l'on compare à 2019, l'année d'avant Covid, les défaillances des entreprises de moins de dix salariés ont augmenté de près de 62 %, celles comptant jusqu'à 49 salariés de 79 % et celles de 50 à 249 salariés de 55 %. Parmi celles de taille intermédiaire et les grandes entreprises, les défaillances ont presque doublé.

La Banque de France fait valoir qu'il s'agit d'un rattrapage après les protections accordées par l'État dans la période du Covid : les prêts garantis, les fonds

de solidarité, les reports d'impôts et de cotisations, le financement par l'État du chômage partiel et ensuite le bouclier tarifaire pour les entreprises consommant beaucoup d'énergie. Entre les dettes à rembourser à des taux qui augmentent, la hausse du prix des matières premières et le budget en berne des consommateurs face à l'augmentation des prix, beaucoup d'entreprises ne survivent pas.

Les hôteliers ferment boutique, les petits magasins également, les coiffeurs

et autres services à la personne, les artisans et les petites entreprises du bâtiment sont parmi les plus touchés. Y compris des grandes enseignes de vente de textile, Camaïeu, Kookaï, Naf Naf, Go Sport etc. se retrouvent en redressement judiciaire, voire en liquidation.

Cependant, les plus grosses sociétés profitent de la situation pour racheter les plus petites, les banques dictent leur loi, et les entreprises du CAC 40 annoncent des profits record.

Pendant la crise, l'exploitation continue.

Sylvie Maréchal

“Révélation !”, nouveau spectacle de La Compagnie Jolie Môme

Théâtre La Belle Étoile, 14, rue Saint-Just, La Plaine-Saint-Denis (métro ligne 12, station Front-Populaire). Du 17 novembre au 3 décembre 2023. Vendredi et samedi à 20 h 30 et le dimanche à 16 h. Tarifs : 20/13 euros. Plus de renseignements et réservations : www.cie-joliemome.org

On trouvera sur le site de Jolie Môme les communiqués du Comité des usagers de la Belle Étoile sur la lutte de la compagnie pour continuer son travail au Théâtre, ainsi que le lien pour signer la pétition.



GSK : Le Maire aux petits soins pour le patron

Vendredi 20 octobre, Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, était en déplacement à l'usine GSK d'Évreux. Une occasion de se faire mousser dans la circonscription dont il fut député.

Le géant pharmaceutique anglais GSK a confirmé son intention d'investir 350 millions d'euros d'ici 2025 dans son usine d'Évreux, qui emploie plus d'un millier de personnes. GSK souhaite «décarboner» la production de Ventoline, médicament anti-asthme, en modifiant le gaz propulseur de ses inhalateurs. Pour ce faire, trois lignes de fabrication seront modifiées ou installées à l'horizon 2026, sans embauche pour autant.

Le Maire s'est félicité de cet investissement en s'en rendant à mots couverts, l'artisan. Il a ajouté que plusieurs millions d'aides publiques seront versés à GSK à cette occasion, sans en préciser le montant. La presse économique évoque une fourchette de 5 à 15% de l'investissement, ce qui représenterait tout de même entre 17 et 50 millions!

GSK, qui réalise un chiffre d'affaires mondial de 30 milliards d'euros,



aurait évidemment pu se passer de ces fonds publics qui font tant défaut ailleurs, par exemple dans le domaine de la santé. Mais pour les capitalistes, la santé de leurs profits prime et leurs larbins au gouvernement n'ont rien à leur refuser.

Correspondant LO

GHE – Lyon-Bron : pas de soins pour les soignants

Au Groupement hospitalier Est (GHE) de Lyon-Bron, qui emploie 6 200 travailleurs et regroupe les pôles Femmes-mères-enfants, Cardiologie et Neurologie, le service de médecine du travail fonctionne en temps ordinaire avec seulement trois médecins et des infirmières.

Récemment, une médecin étant partie en retraite, la deuxième en arrêt et la troisième en vacances, aucun remplacement n'avait été envisagé. Les employés qui se sont rendus dans le service étaient reçus par une infirmière qui faisait ce qu'elle pouvait. Depuis

des années, dans tous les hôpitaux publics lyonnais, les services de médecine du travail sont ainsi à l'abandon. Les visites médicales annuelles sont devenues bisannuelles, puis ont eu lieu tous les cinq ans... à condition de les demander. Ce ne sont pourtant pas les

besoins qui manquent car les conditions de travail, toujours plus infernales, pèsent sur la santé physique et mentale de nombreux travailleurs hospitaliers.

Dans les bureaux de la direction, par contre, il n'y a pas pénurie de chefs. Directeurs, sous-directeurs, hauts cadres abondent. Pour couper des lignes budgétaires et faire des économies, il y a du monde, mais pour prendre soin des hospitaliers, il n'y a presque plus personne. Ceci explique cela.

Correspondant LO

STMicroelectronics : discrimination sexiste et antisyndicale



Devant l'usine, le 24 novembre 2020.

Dix salariées de STMicroelectronics, entreprise de semi-conducteurs installée à Grenoble et Crolles, voient l'aboutissement d'un combat juridique de huit ans se concrétiser par la condamnation, en cour d'appel, de leur direction. Elle devra leur verser 800 000 euros d'indemnités en réparation de préjudice professionnel et moral, pour discrimination salariale liée au sexe.

Il restera à fixer un montant pour les rappels de salaire et d'éventuelles promotions. Une paille pour cette entreprise de 50 000 salariés, arrosée de millions d'aides publiques, dont les profits se sont élevés à 4 milliards de dollars en 2022 et qui promet encore plus cette année!

En 2015, suite à la fuite d'un fichier des ressources humaines contenant les salaires des travailleurs du site

de Grenoble, onze salariées, six ingénieures et cinq opératrices et techniciennes, toutes représentantes du personnel CGT, avaient saisi les Prud'hommes pour inégalité salariale, de l'ordre de 16 à 20% en faveur de leurs collègues hommes. Une des salariées, juge prud'homale, fait l'objet d'un jugement à part et est en attente.

Ce jugement est une victoire quand on sait qu'il a fallu attendre des années et un recours devant la justice pour simplement obtenir de la direction des documents permettant la comparaison des carrières des hommes et des femmes. Même si chacune des plaignantes s'attend à une saisie de la Cour de cassation par l'employeur, elles espèrent que d'autres femmes oseront, elles aussi, dénoncer les discriminations qu'elles subissent.

Correspondant LO

Charles Piaget : un militant ouvrier

Âgé de 95 ans, Charles Piaget, est décédé le 4 novembre. À Besançon, il fut la figure de la grève des travailleurs de Lip contre les licenciements en 1973.

Militant ouvrier toute sa vie, à la CFTC puis à la CFDT avec laquelle il sera en conflit, Charles Piaget est resté jusqu'à la fin un travailleur engagé. Il ne patraçait pas toutes nos idées mais c'était un militant ouvrier que nous respectons.

Interviewé par France 3 à l'occasion de la sortie d'un livre racontant sa vie, il expliquait avec toute la simplicité et la modestie qui le caractérisaient: «On a fait de moi un leader, il

faut relativiser tout cela... Un combat, c'est éminemment collectif.» Dans son petit livre (*On fabrique, on vend, on se paye, Lip 1973* – Éditions Syllepse), il expliquait: «*Pour la structure CFDT, le syndicat doit diriger la lutte. Pour nous, délégués CFDT-Lip, le syndicat ne doit pas diriger mais animer la lutte. Il doit pousser les salariés à se prendre en mains, à diriger progressivement la lutte par eux-mêmes... Dans le cadre de la mobilisation, l'ensemble*

des salariés en lutte doivent se sentir dans une position d'égalité.»

Dans le film *Lip l'imagination au pouvoir*, il expliquait: «*Quand il y a des délégués qui sont les mandataires pour se battre, la bataille est à la hauteur de ces mandataires. Mais quand la bataille est l'affaire de chacun, la dimension change. Là il y a du cœur, du cerveau, des bras qui s'y mettent par conviction parce que je veux gagner, je veux participer. Et là chez les délégués il y a un certain affolement: on sert à quoi nous? [...] La réussite c'est de ne plus avoir besoin de leader ou tout au moins*



Charles Piaget, en août 1973, à Besançon.

que leur voix ne compte que pour un.»

Charles Piaget est décédé le jour de la fête annuelle de Lutte ouvrière de Besançon qu'il ne manquait jamais tant que sa santé le lui permettait. Apprenant

son décès, les camarades lui ont dédié une chaleureuse *Internationale*.

Étienne Hourdin

On peut lire dans Lutte ouvrière n°2865 du 28 juin 2023 une page consacrée à l'histoire de la grève.

Enedis : la fatalité n'est pas une excuse

Il était venu du Gers pour réparer les dégâts de la tempête Ciaran sur le réseau électrique dans le Finistère. Cet agent d'Enedis (filiale d'EDF) est mort électrocuté samedi 4 novembre.

Intervenant dans des conditions très difficiles, dans les bourrasques, la nuit, sous la pluie, il a été électrocuté.

La direction d'Enedis s'est dite très affectée et la ministre de la Transition énergétique a écrit un message sur X, comme

si cet accident était imprévisible. Mais il y aurait un moyen de limiter ce type de risque et par la même occasion de protéger les habitants des coupures de courant en cas de tempête. Ce serait d'abord d'entretenir le réseau et d'élaguer les branches susceptibles

de couper les lignes. Comment expliquer qu'il y ait eu plus d'abonnés coupés cette année qu'en 1999 alors qu'à l'époque la tempête avait touché l'ensemble du territoire ? Le manque de personnel, plus occupé à raccorder les ENR (énergies renouvelables) et les bornes de recharge des véhicules se fait sentir.

Une autre façon de limiter les coupures serait d'enfouir les lignes. C'est ce qui est fait pour les nouvelles lignes basse tension, mais l'enfouissement des anciennes se fait trop lentement. Même si, après la tempête de décembre 1999, un



Intervention d'Enedis après une chute d'arbre.

vaste plan d'enfouissement avait été décidé, la moitié des lignes sont encore aériennes. Cela coûte cher dit Enedis, surtout quand le sol est granitique comme en Bretagne. Mais ce n'est

qu'une question de choix, à condition de considérer que la vie des ouvriers et la situation des usagers sont plus importantes que les dividendes.

Correspondant LO

La veille de cet accident, Macron était dans le Finistère pour montrer qu'il se souciait du sort des habitants après la tempête. Pour qu'il puisse être pris en photo serrant la main de salariés d'Enedis devant un poteau électrique, on a demandé à cinq agents

de l'attendre durant trois heures. Comme l'a confié l'un d'eux : « J'aime mon métier, j'aime être utile. On m'a demandé d'être là, alors je suis venu, mais je ne sers à rien. C'est dommage, les gens ont besoin de nous. »

Autoliv – Vienne : face à l'offensive patronale

La multinationale Autoliv produit des airbags, des ceintures de sécurité et des volants. Elle avait déjà annoncé, en juin dernier, un plan de 8000 suppressions de postes, principalement en Europe, et la fermeture de sites.

Après ces attaques, déjà commencées en Allemagne et en Grande-Bretagne, Autoliv a précisé ses attaques concernant la France où trois de ses quatre sites sont concernés : Livbag, près de Brest, où sont fabriqués des générateurs de gaz pour airbags, est menacé de 59 suppressions de postes ; AKF, à Gournay-en-Bray, en Normandie, qui produit des airbags, verra 55 emplois liquidés ; l'usine NCS de Surveilliers, en région parisienne, où sont fabriqués des allumeurs de gaz pour airbags et ceintures de sécurité, a déjà connu des licenciements par le passé ; enfin, le site Autoliv situé à Chiré-en-Montreuil, près de Poitiers, qui fabrique des volants, perdrait 178 des derniers 248 CDI restants après plusieurs plans de licenciements. À terme, la fermeture de cette usine poitevine est programmée.

En tout, 320 emplois disparaîtraient ainsi d'ici fin 2025 dont 220 liés aux services généraux, à la R & D, et 100 postes en production avec, notamment, la délocalisation de la fabrication des volants.

Dans ses rapports destinés aux actionnaires, la direction mondiale du groupe se plaignait du rétrécissement des bénéfices, du fait de l'augmentation du coût des matières premières non prise en compte dans ses prix de vente par les

donneurs d'ordres de l'industrie automobile. Elle annonçait donc cyniquement la couleur en déclarant vouloir s'attaquer aux emplois pour maintenir, voire augmenter les profits... et les dividendes versés aux actionnaires. Ainsi, pour le seul troisième trimestre 2023, ces derniers voient leurs dividendes en hausse de 30% et percevront 176 millions de dollars, dont 56 millions en dividendes et 120 autres en rachats d'actions, qui seront puisés dans les 134 millions de bénéfices et la trésorerie du groupe.

Si l'annonce des patrons a été un coup de massue dans les ateliers du site de Chiré, elle n'a pas surpris grand monde tant les transferts de machines en Roumanie, les délocalisations de productions en Tunisie, puis, récemment, le montage d'une usine de fonderie pour volants dans ce pays, où les salaires ouvriers oscillent autour de 200 euros, laissent présager un prochain coup.

Que ce soit pour défendre les emplois ou pour faire payer le plus chèrement possible aux patrons les années de chômage qu'ils pourraient imposer aux ouvriers, seules compteront la mobilisation et la détermination à riposter. Il faut que ce soit tous sites confondus, car les travailleurs ont les mêmes intérêts et le même exploitateur.

Correspondant LO

La Poste – centre de Thourotte : succès de la grève

Après treize jours de grève contre une énième réorganisation, les facteurs du centre de distribution du courrier de Thourotte, près de Compiègne dans l'Oise, ont réussi à faire reculer la direction.

Toutes les réorganisations dans les bureaux de poste visent à faire des économies sur le dos des travailleurs et des usagers. La direction du centre de distribution de Thourotte voulait avec celle-ci imposer une aggravation des conditions de travail. Elle s'attaquait de plus au porte-monnaie des facteurs en supprimant les tickets-restaurants, ce qui aurait représenté une perte de 100 euros par mois.

Les travailleurs ont tenu

bon, se réunissant tous les jours et discutant entre eux, mais aussi avec les travailleurs des autres bureaux de poste ou d'autres secteurs venus les soutenir. Des rassemblements ont été organisés, une caisse de grève mise en place. Lundi 6 novembre, ils étaient même plus nombreux que les jours précédents à se rassembler près du centre de distribution.

Les grévistes ont ainsi obtenu, entre autres, le maintien des tickets-restaurants, une prime de

200 euros, le maintien de la tournée du centre-ville. La direction voulait en effet la rendre facultative selon son bon vouloir, obligeant la factrice proche de la retraite à s'adapter à n'importe quelle autre tournée, avec la fatigue que cela implique.

La direction a dit vouloir revoir sa copie pour la réorganisation, qui a été repoussée au mois de janvier. S'il reste évidemment des batailles à mener, il est sûr qu'elle a dû céder face à la détermination des grévistes. C'est une fierté pour ceux-ci et un encouragement pour tous !

Correspondant LO



Grève à Thourotte, le 6 novembre.

Air France – Roissy : la direction en fait voir de toutes les couleurs

À MT.CA, un secteur de la Direction générale industrielle d'Air France à Roissy, un mouvement de protestation, avec des débrayages quotidiens, a lieu en ce début novembre au sujet des demandes de congés pour 2024. Il est la conséquence directe du manque d'embauches depuis des années.

Dans les hangars comme dans les ateliers, le travail se fait avec le minimum de personnel et tout le monde ressent la pression que cela signifie. Lors de l'épidémie de Covid, la direction s'était débarrassée de 7 500 travailleurs, par un prétexte du Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) qui accordait quelques avantages aux

plus anciens si, dans des secteurs et des métiers déterminés, ils acceptaient de partir. Depuis, l'activité est revenue, mais avec un effectif fortement réduit.

La parution, le 23 octobre, d'une circulaire de la direction indiquant que la prise de congés en 2024 serait soumise à de nouvelles contraintes a donc provoqué

de l'effervescence. Des semaines sont orange, avec un taux d'absence accepté pour congés inférieur ou égal à 20 % de l'effectif; d'autres sont jaunes, ce qui signifie un taux de 25 %; d'autres encore sont vertes, soit 35 %. À cela s'ajoute le fait que, pour certaines qualifications techniques, un nombre minimum précis de présents est requis. Cela restreint encore les possibilités de partir en vacances, telles que les détermine la couleur des semaines. Il est précisé en outre que la prime de fin d'année, pour 2024, ne pourra pas, comme auparavant, être convertie en jours de congé. C'est finalement la hiérarchie, qui, selon un barème que l'on ne connaît pas encore, devrait trancher entre les demandes des uns et des autres.

Le mécontentement devant le fait que les travailleurs devront payer, même durant leurs vacances, le refus d'embaucher de la direction, a amené pas mal d'entre eux aux hangars H2 et H4 à débrayer deux heures par jour depuis le 30 octobre. À suivre...

Correspondant LO

90 ans de profits pour Air France

Sur une photo prise récemment aux Galeries Lafayette, on peut voir Ben Smith, directeur général du groupe Air France-KLM, et Anne Rigail, directrice générale d'Air France, posant, sourire aux lèvres, au milieu d'hôtesse, de stewards et d'un chef de cuisine étoilé.

Le cadre est celui du 90^e anniversaire de cette compagnie aérienne, qui a donné lieu à une multitude d'autres événements festifs. Ses deux dirigeants ont de quoi avoir le sourire après la dernière publication des comptes de l'entreprise. Cela fait presque un milliard de bénéfices pour le troisième trimestre, du jamais vu ! S'y ajoute l'achat de 50 Airbus dernier cri, complété par une option pour 40 autres à venir; le remboursement anticipé d'un prêt de l'État, durant le Covid; l'acquisition d'une partie déterminante du capital de la compagnie scandinave SAS et, dans la foulée, la perspective de mettre la main sur la compagnie portugaise TAP...

La réalité est bien moins souriante pour toutes celles et ceux qui font fonctionner la compagnie. Du côté des travailleurs d'Air France, cela se traduit par plus de 10 000 suppressions de postes entre le Plan dit de sauvegarde de l'emploi et

le non-remplacement des départs naturels (retraites, décès, démissions), un quasi-blocage des salaires pendant cinq ans, des suppressions de primes, des remises en cause des congés.

La direction d'Air France a encore des projets de réorganisation pour de nouvelles économies, tel le transfert de la quasi-totalité de ses activités de l'aéroport d'Orly vers celui de Roissy. Cela aura de lourdes conséquences pour la vie de centaines de travailleurs de la compagnie et pour de nombreux salariés des entreprises sous-traitantes sur la plateforme d'Orly.

Pendant que dirigeants et actionnaires profitent, il faudrait que les travailleurs d'Air France et de ses sous-traitants acceptent la dégradation continue de leurs conditions de vie et de travail. Alors, s'ils ont envie d'ouvrir la bouche, ce n'est pas pour sourire, mais plutôt pour montrer les dents.

Correspondant LO



Dans un hangar de la DGI d'Air France à Roissy.

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal novembre 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

| Tarif des abonnements | Lutte ouvrière | | Lutte de classe |
|-----------------------|----------------|-------|-----------------|
| Destination | 6 mois | Un an | Un an |
| France, Outre-mer | 25 € | 50 € | 18 € |
| Outre-mer avion | 33 € | 65 € | 20 € |
| Reste du monde | 43 € | 85 € | 25 € |

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Bangladesh : travailleurs en lutte pour de meilleurs salaires

Depuis fin octobre, plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers du textile sont en grève à Dacca et dans d'autres villes industrielles du Bangladesh. Pour faire face à l'inflation, ils réclament des salaires équivalant à 190 euros mensuels, alors qu'actuellement ceux-ci stagnent à 70 euros.

La colère est grande parmi les travailleuses et les travailleurs du textile et depuis le 1^{er} novembre, les manifestations, les barages routiers et les jets de pierre contre les usines se multiplient; quatre d'entre elles ont même été incendiées. Devant la détermination des grévistes, outre l'envoi des forces de répression, les patrons de 600 entreprises avaient choisi de fermer leur usine pendant une semaine. Mais lors de la réouverture de celles-ci

le 4 novembre, la colère était toujours intacte. La répression est alors devenue encore plus violente et, depuis le début de la grève, plusieurs travailleurs y ont laissé la vie.

Le Bangladesh est le second exportateur de textiles après la Chine. Ses quelque 3 500 usines emploient quatre millions d'ouvriers, majoritairement des femmes, et fournissent des marques occidentales telles que Hugo Boss, Gap, H & M, Zara, Levi's, Aldi. Si



Manifestation d'ouvriers du textile à Dacca, au Bangladesh, mardi 31 octobre.

elles se sont installées dans ce pays – ou dans d'autres pays pauvres – c'est bien parce que l'exploitation féroce des ouvriers leur permet d'accumuler de très confortables bénéfices. Ces firmes n'ignorent rien des conditions de travail harassantes, jusqu'à 16 heures par jour, ni des cadences

folles. Elles n'ignorent pas non plus que de nombreuses usines peuvent être des pièges mortels pour leurs ouvriers, à cause d'incendies ou d'effondrements de bâtiments, comme pour le Rana Plaza en avril 2013.

Alors qu'elles profitent des bas salaires, plusieurs grandes marques, dont Adidas ou Puma, ont écrit au début du mois à la Première ministre du pays pour lui faire « remarquer » que les salaires n'avaient pas été revalorisés depuis 2019, alors que l'inflation avait « considérablement augmenté ».

C'est curieux comme la colère des travailleurs peut ouvrir les yeux des exploiters lorsqu'ils craignent pour leurs biens...

Pour l'instant, l'association des fabricants, dont un certain nombre sont membres du gouvernement, n'a proposé que 25% d'augmentation des salaires, au lieu du triple demandé par les travailleurs. Mais ces derniers, qui n'ont pas craint dans le passé d'affronter leurs exploiters, n'ont pas dit leur dernier mot.

Marianne Lamiral

Asie centrale : Macron au service des grands groupes français

Macron s'est rendu début novembre au Kazakhstan et en Ouzbékistan, deux ex-républiques soviétiques d'Asie centrale. Selon un communiqué de l'Élysée : « la France [veut] accompagner ces deux pays dans leurs efforts de réforme et de modernisation ». En fait d'accompagnement, Macron avait annoncé la couleur en emmenant 60 chefs d'entreprise.

En effet, le but évident de ce voyage était de favoriser des affaires qui vont déjà bon train dans la région. Depuis qu'elle s'est ouverte aux investissements étrangers, des firmes françaises ont déjà exporté 18,7 milliards de dollars de capitaux au Kazakhstan. Cet immense pays est ainsi devenu le premier partenaire commercial régional de la France. Quant à l'Ouzbékistan, un pays de 35 millions d'habitants à propos duquel la MOCI (*Moniteur du Commerce international*) avait titré récemment qu'il est un « Nouvel Eldorado pour les entreprises françaises », 30 des plus grandes d'entre elles s'y sont implantées depuis 2017. Au menu du voyage de Macron à Tachkent, il y avait donc un échange d'accords commerciaux et industriels, ainsi qu'un forum d'affaires franco-ouzbek. Le géant français de l'uranium Orano (ex-Areva) y a obtenu de pouvoir développer ses activités extractives. Quant

à Veolia et Suez, qui ont déjà le marché du chauffage urbain et de l'assainissement de l'eau de Tachkent, ils ont encore accru leur implantation.

Le Kazakhstan, lui, est un super-eldorado pour les 170 sociétés françaises (chiffre de 2022) qui y opèrent. Et ce ne sont pas des PME ! Arrivé l'un des premiers, TotalEnergies lorgnait bien sûr le sous-sol de ce pays riche en hydrocarbures. Cette fois, il a conclu un contrat de parc éolien géant. Orano, qui y a créé dès 1996 la coentreprise Kazatomprom y exploite la plus grande mine d'uranium du monde. Elle fournit la majorité du combustible des centrales nucléaires en France. ADP (Aéroports de Paris) a acquis l'aéroport d'Almaty, la capitale économique du Kazakhstan, il y a deux ans. Alstom (matériel ferroviaire), Danone et Lactalis (agroalimentaire) sont également bien placés, comme

Decathlon et Leroy-Merlin dans la grande distribution. Et des firmes d'aéronautique et d'armement sont aussi présentes ou veulent se placer, laisse entendre l'Élysée.

Macron s'est donc employé à agrandir la part de gâteau des capitalistes français dans ce coin du monde qui leur semble d'autant plus prometteur que la Russie, engluée en Ukraine, n'a plus trop les moyens d'empêcher que ces morceaux de son ancien pré carré prennent leurs distances.

La prétendue « dynamique des réformes » dont Macron se gargarise, c'est le flot de profits qu'assurent aux capitalistes occidentaux ces dictatures jamais avares du sang de leur population et de leurs prolétaires. Il y a un an et demi, le régime ouzbek a ainsi fait tirer sur une des rares manifestations qu'il n'avait pu empêcher, tuant 22 personnes. Quant à son homologue kazakh, on ne connaît pas le bilan réel de sa répression, aidée par les tanks de Poutine, des grèves ouvrières et manifestations de janvier 2022, mais elle a fait le bonheur des Total, Exxon et compagnie.

Pierre Laffitte

Personnes déplacées : la planète sans visa

Selon l'ONU, durant le mois d'octobre 2023, 114 millions de personnes dans le monde ont été contraintes de quitter leur foyer pour fuir les guerres, les violences et les persécutions.

Au 14 juin, il y a à peine quelques mois, l'ONU comptait déjà un total de 110 millions de personnes déplacées, 1,6 million de plus qu'en décembre 2022.

Les conflits dans le monde s'aggravent, de nouvelles guerres éclatent auxquelles s'ajoutent les conséquences du réchauffement climatique, provoquant des millions de déplacés. Ce sont les pays en développement qui accueillent 75 % des réfugiés. Ainsi au Tchad, un des pays les plus pauvres d'Afrique, survivent des centaines de milliers de réfugiés soudanais qui ont fui le conflit du Darfour en 2000 ainsi que des milliers de Camerounais et de Centrafricains. Ils vivent dans des conditions désastreuses

et manquent de tout.

Le pays qui accueille le plus de réfugiés est la Turquie. L'Iran, la Colombie suivent avec 3,4 millions et 2,5 millions de réfugiés. C'est seulement en quatrième position que l'on trouve un pays européen, l'Allemagne.

Les politiques antimigratoires aggravent la précarité de l'existence des réfugiés. Ainsi le Pakistan a annoncé l'expulsion des réfugiés afghans sans papiers à partir du 1^{er} novembre. Il s'agit de plus d'un million et demi de personnes.

Ces chiffres montrent une planète capitaliste de moins en moins vivable, toujours plus dure pour ceux qui fuient les guerres, les persécutions et la misère.

Inès Rabah